PERSPECTIVES

De grands évènements peuvent se produire dans le monde. A aucun moment, depuis la dernière grande guerre, il n'a paru plus légitime de s'inquiéter de l'avenir.

On nous dit que la mort de Staline éloigne le danger d'une nouvelle guerre mondiale. Nous le croyons aussi. Ce qu'elle n'éloigne pas, c'est la possibilité d'interventions diverses sur des points sensibles de la planète.

On envisageait par exemple, ce matin, une nouvelle offensive en Corée. Les Américains en seraient partisans. Ce serait pour eux la façon de tenir la Chine en échec par un autre moyen qu'un blocus rigoureux.

Staline disparu, il est normal de se poser une question: la disparition de Staline affaiblit-elle sérieusement le camp du marxisme? Si oui (et il faut croire que oui), l'occasion serait opportune pour l'autre camp de tirer avantage de l'affaiblissement, au moins temporaire, de l'adversaire.

Normalement, la politique occidentale devrait devenir plus ferme dans tous les pays que le marxisme menace. C'est d'abord à un durcissement de la politique américaine qu'il faut songer. C'est à cela que l'on va.

La guerre froide ou tiède n'est pas un but. C'est une obsession. Et le désir des Américains d'en finir est manifeste. C'est sans doute aussi le but des Anglais et de quelques autres. Mais on ne peut pas en finir sans intervenir dans plus d'un endroit. L'Occident doit penser que, moins que jamais, l'U.R.S.S., désire la guerre. De là à tirer la conclusion qui s'impose il n'y a qu'un pas. L'Occident peut agir puissamment sans mettre en feu la terre entière.

Nous serions surpris si le président Eisenhower, son secrétaire d'Etat autrement. Sur le plan où ils sont, il y a sûrement une occasion à saisir. La conjoncture de l'heure présente pourrait ne pas se reproduire.

Du Proche-Orient à l'extrémité de l'Asie, les interventions pourraient se multiplier.

Nous n'écrivons pas cela pour le plaisir de l'écrire; mais parce qu'un homme averti en vaut deux et que la conjoncture dont nous parlons, quelle que soit la distance de l'évènement, a ses incidences inévitables sur les principaux pays arabes et sur le Liban bien entendu.

La situation extérieure appelle partout un redressement de la politique intérieure. Nous, Libanais, il faut que nous sortions rapidement des débilités où nous nous complaisons et que nous mettions un terme au provisoire. Il faut que les Pouvoirs publics, chez nous, rétablissent leur crédit de plus en plus discuté et que l'extrême centralisation que nous inquiète à cette heure ne nous expose pas aux secousses et aux déceptions.

C'est le moment de donner aux institutions le caractère de stabilité qui leur manque. Et de profiter des derniers décrets-lois pour corriger les premiers.

Les vicissitudes que tout l'Orient a devant soi paraissent innombrables. Il n'est pas un seul pays d'Orient dont on puisse dire à cette heure qu'il est vraiment en équilibre.

Le Liban a la chance d'être un petit pays où, pourvu qu'on le veuille, l'ordre peut régner toujours. Pourvu qu'on le veuille disons-nous ; et qu'on sache ce que l'on veut. Il est peut-être temps de le savoir.